



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## L'identité paysanne

**N**ous connaissons trop bien le tableau: l'autorité nous administre inlassablement son changement structurel et la destruction de fermes se poursuit; les prix aux producteurs sont à la baisse; le revenu agricole se situe loin en dessous du revenu moyen; l'accaparement des terres se poursuit sans obstacle; le négoce et les transformateurs abusent de leur pouvoir de négociation et font du chantage aux producteurs.

Nous ne voulons pas nier ces faits, mais nous devons adopter une nouvelle approche. Un regard au-delà de notre carré de terre, au-delà de notre assiette, en vaut la peine: les paysans suisses représentent seulement 3,7 % de la population, mais en tant que producteurs de denrées alimentaires, ils disposent d'un grand pouvoir économique et politique. Chaque jour, les paysans usent de leur pouvoir: au moment précis où ils décident de produire, de vendre et de livrer.

Il faut donc se demander pourquoi les paysans, ou les filières agricoles, sont incapables d'utiliser ce pouvoir en lui donnant une structure et une organisation? On peut avancer que cela est dû à la tutelle étatique et à l'intégration des organisations agricoles dans la politique durant les années de l'après-guerre, ainsi qu'à la dévalorisation des denrées alimentaires qui allait de pair avec la dérégulation libérale. Cette dévalorisation s'est également

incrustée dans la tête des paysans. De nos jours, les organisations paysannes ne parlent plus de nourrir la population sur la base des ressources locales. Des mots-clés comme «stratégie en matière de qualité», «agriculture productive» et «offensive sur le marché» représentent une identité paysanne marquée par des idées, des intérêts et des valeurs économiques qui appartiennent encore à la société industrielle et de services. Ils témoignent d'une appréhension libérale du marché et ils font preuve d'une confiance aveugle dans le productivisme et d'une réduction matérialiste du vivant.

Parallèlement aux organisations syndicales traditionnelles comme Uniterre, on constate l'apparition de courants syndicaux au sein de la paysannerie, bien qu'il s'agisse encore de minorités. Des organisations comme EMB en Europe ou BIG-M en Suisse illustrent ce développement. Cependant, leurs structures organisationnelles, leurs stratégies et leur identité en sont encore aux premiers balbutiements. Ils n'ont pas encore de vision stratégique à long terme, leur politique d'alliances est précaire et dans certains cas, les processus de décision manquent de transparence. Ils sont prisonniers dans la réaction et incapables de développer des visions indépendantes à plus long terme. Leurs structures dépendent fortement des personnalités dirigeantes et en conséquence, ils existent et disparaissent avec

l'engagement de ceux-ci.

Cette absence d'identité se manifeste notamment par la crainte des représentants agricoles de répondre aux revendications des paysans (revenus et prix), par des accusations non fondées, par l'absence de compréhension tactique, par des actions concurrentes, par des sécessions et des querelles personnelles.

La lutte pour une société avec une paysannerie nombreuse a besoin d'une vision plus large. La souveraineté alimentaire place les négociations commerciales et les droits des paysannes et des paysans dans un cadre durable. Le principe d'une intensification écologique abolit la séparation absurde entre la production et l'écologie, elle abolit le fossé entre la production des denrées alimentaires et le soin à apporter à l'environnement naturel. Avec cette vision commune, il est permis d'imaginer que les paysannes et les paysans ne sèment, ne vendent et ne livrent qu'à condition d'obtenir des prix équitables. Indubitablement, les acheteurs et les représentants politiques seraient alors immédiatement disposés à entamer des négociations. Il est également imaginable que la machinerie impressionnante des paysans leur permette de perturber efficacement les processus économiques ou d'influencer de façon déterminante les processus décisionnels politiques.

*Uniterre*



### L'entretien

Philippe Reichenbach

Pages 4-5



### Politique agric.

Souveraineté alim (2)

Page 6



### Dossier thématique

Agroécologie

Page 7



### Luttes paysannes

17 avril 2012

Page 8

LEITARTIKEL

# Zum bäuerlichen Selbstverständnis

**W**ir kennen das Bild zur Genüge: Der Strukturwandel, sprich die Vernichtung von Bauernhöfen wird weiter amtlich verabreicht, die Produzentenpreise sinken, das landwirtschaftliche Einkommen ist weit unter dem Durchschnittseinkommen, der Zugriff auf das Produktionsmittel Boden ist ungebremst, Handel und Verarbeiter missbrauchen ihre Marktmacht und erpressen die Produzenten.

Ohne diese Tatsachen zu leugnen, müssen wir den Blickwinkel jedoch anders setzen. Denn ein Blick über die eigene Scholle und den Tellerrand lohnt sich. Die Schweizer Bauern haben, obwohl sie nur 3,7% der Bevölkerung stellen, als Nahrungsmittelproduzenten eine gewaltige, sowohl wirtschaftliche als auch politische Macht in den Händen. Die Produzenten üben im Moment des Entscheides zur Produktion, zum Verkauf und zur Ablieferung täglich ihre Macht aus.

Die Frage stellt sich wie es kommt, dass die Bauern, oder einzelne Produktionssektoren

der Landwirtschaft, unfähig sind diese Macht gemeinsam auszuüben, ihr Strukturen und Organisation zu geben? Eine Erklärung ist wahrscheinlich in der staatlichen Bevormundung und der politischen Einbindung der landwirtschaftlichen Organisationen in den Nachkriegsjahren sowie die damit gekoppelte und im Zuge der liberalen Deregulation verstärkte Entwertung der Nahrungsmittel sein. Die Entwertung hat sich auch in den Köpfen der Bauern breit gemacht. Statt von Ernährung der Gesellschaft auf Grundlage lokaler Ressourcen zu sprechen reden landwirtschaftliche Organisationen von entbundener Produktion und Gütern. Schlagwörter wie Qualitätsstrategie, produzierender Landwirtschaft und Marktoffene stehen für ein bäuerliche Selbstverständnis welches noch von wirtschaftlichen Ideen, Interessen und Werten der Industrie- und Dienstleistungsgesellschaft geprägt ist. Dies zeugt von einem liberalem Marktverständnis, dem blinden Glauben an Produktivismus und zu guter Letzt in einer materialistischer Reduzierung der Lebendigkeit.

Neben den traditionellen gewerkschaftlichen Organisationen, wie Uniterre, gibt es jedoch in letzter Zeit auch vermehrt gewerkschaftliche Ansätze im Bauernstand, doch sind diese bis heute noch minoritär. Organisationen wie EMB in Europa, oder Big-M verdeutlichen diese Entwicklung. Betreffend ihrer Organisationsstruktur, ihrer Strategie und ihrem Selbstverständnis stecken diese Ansätze jedoch noch in den Kinderschuhen. Es fehlt ihnen an strategischer Weitsicht, die Bündnispolitik wird kaum thematisiert und es mangelt zum Teil auch Transparenz in ihren Entscheidungsprozessen. So sind sie in der Reaktion gefangen und nicht fähig längerfristige selbstbestimmte Visionen zu entwickeln. Strukturell sind sie stark von Führungspersonen geprägt und abhängig – so stehen und fallen sie mit deren Engagement.

Das fehlende Verständnis äussert sich bei der landwirtschaftlichen Interessenvertretung in Angst für Forderungen einzustehen (Einkommen und Preise), falschen Schuldzuweisungen, fehlendem taktischen Verständ-

nis, konkurrenzierenden Aktionen, Spaltungen und Persönlichkeitskämpfen.

Der Kampf für eine Gesellschaft mit vielen Bäuerinnen und Bauern braucht eine grössere Vision. Ernährungssouveränität, welche Handelsbeziehungen und Rechte der Bäuerinnen und Bauern in einen nachhaltigen Rahmen stellt und ökologische Intensivierung um die absurde Trennung zwischen Produktion und Ökologie, zwischen Nahrungsmittelproduktion und Pflege des natürlichen Lebensraumes aufzuheben. Mit dieser gemeinsamen Vision kann man sich ja vorstellen, dass Bauern nicht mehr säen, nichts mehr verkaufen und abliefern, bevor sie faire Preise für ihre Produktion bekommen. Sicher würden Käufer und politische Verantwortliche schnell verhandlungsbereit werden. Oder man könnte sich dann auch vorstellen, dass die Maschinerie der Bauern ihnen beeindruckende Mittel geben könnte um die wirtschaftlichen Abläufe wirksam zu stören, oder die politischen Entscheidungsprozesse zu beeinflussen.

Uniterre

## Cotisations 2012 - La base d'une assise financière indispensable à votre syndicat.

Un trimestre après l'entrée en vigueur des nouvelles cotisations annuelles de 400 Frs, votre syndicat peine encore à atteindre son assise financière qui lui permettra de lancer l'initiative populaire votée lors de la dernière assemblée générale et d'engager des ressources humaines supplémentaires afin de développer les sections alémaniques.

Lorsqu'on est un syndicat indépendant, ce simple motif nous ferme de nombreuses portes dans la recherche de fonds auprès d'organes publics ou de fondations. Nous venons d'essayer plusieurs refus à des projets soumis.

La stratégie sur laquelle Uniterre a misé, à savoir la négociation pour une redistribution des contributions prélevées auprès de l'ensemble des paysans par les nombreuses organisations professionnelles agricoles, s'avèrera payante sur le long terme. Nous récoltons encore vos

mandats qui nous permettront de mener cette négociation. Vous le trouvez sur notre site internet: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch), merci de remplir le formulaire et de nous le renvoyer.

### Osons y croire

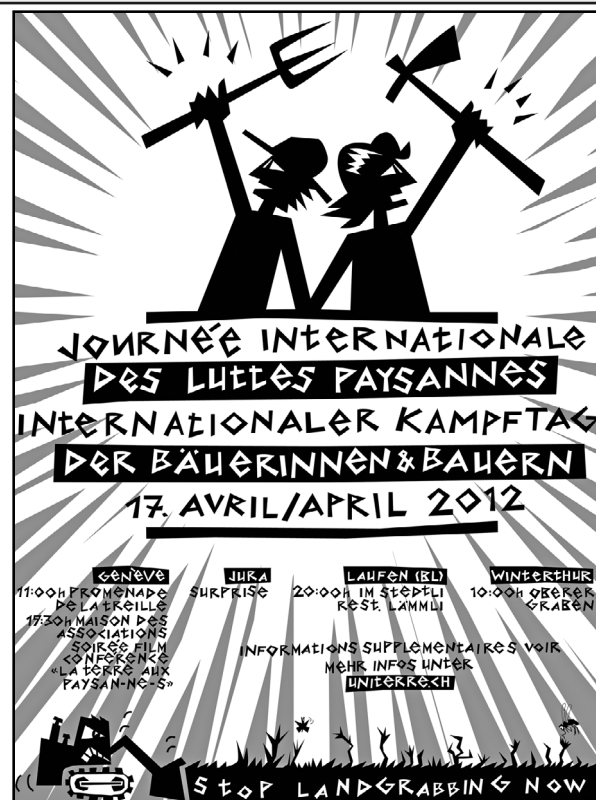
Pour l'instant, nous comptons donc sur votre cotisation pour développer le syndicat. Uniterre est une organisation unique dans le paysage de la défense professionnelle agricole suisse, sans boulet d'un quelconque parti politique à ses pieds, et dont tous les protagonistes des différents Commissions sont des paysans actifs. Notre vision commune basée sur la souveraineté alimentaire est porteuse d'avenir, osons y croire et donnons en nous les moyens.

### Sympathisants

Un certain nombre d'entre-vous nous ont contacté et nous vous en remercions.

Une commission est en train d'élaborer des propositions pour tenir compte de vos remarques. Elles seront votées lors de la prochaine AG avant l'été. D'ici là, nous vous sommes reconnaissants de verser le montant de l'ancienne cotisation, à savoir 200 Frs, afin de rester informé via le journal.

La Commission de gestion d'Uniterre





DOSSIER LAITIER

# L'European Milk Board était en assemblée générale!

Au début du mois de mars, les membres de l'European Milk Board se sont retrouvés pour l'assemblée générale à Bruxelles. L'occasion de faire le point sur le travail effectué, de faire une analyse de la situation politique dans l'UE et définir le travail à faire à l'avenir.



A ce sujet, Uniterre a énormément contribué aux discussions en prenant la Suisse comme exemple à ne pas suivre. «Nous leur avons dit que ces Milkboards ne pourront jouer leur rôle majeur qu'avec un cadre politique clair et contraignant de l'Union européenne à appliquer dans chaque Etat membre». Chaque Milkboard devraient obtenir la force obligatoire, à l'image de ce qu'Uniterre propose en Suisse. Sans cela, il est impossible pour les producteurs de réguler la production en amont des négociations. En raison de leur expérience, des producteurs suisses devraient être intégrés dans le groupe de travail qui doit faire des propositions de mise en place du Milkboard United.

Récemment, six pays ont déclaré ouvertement qu'ils remettaient en question le projet de libéralisation des quotas pour 2015. Ces déclarations ne remettent pour l'instant pas en question l'agenda de la libéralisation, mais ils sont symptomatiques des craintes qu'ont ces pays à remettre en cause l'existence de centaines de milliers d'exploitations. Cela démontre également que la période actuelle est propice à de nouvelles idées et propositions concernant la gestion du marché laitier européen. C'est dans cet état d'esprit que les membres de l'European Milk Board ont affiné leur stratégie de lobbying pour que leurs propositions pénètrent toujours plus les différents organes décisionnels européens et nationaux.

les entreprises Arla Foods ou Friesland Campina possèdent déjà aujourd'hui respectivement 8.7 milliards et 11.7 milliards de kg, soit 6.5 et 8.8% du marché européen. A l'échelon national, la limite européenne est un regroupement de 33% des quantités, ce qui est bien trop bas puisqu'au Danemark, Arla Foods possède déjà 95% du marché. Ces problèmes ont été soulevés par EMB et ont été entendus par la Commission agricole européenne, puisque celle-ci propose, dans le cadre de la PAC post 2013 un taux de regroupement des producteurs qui pourrait être supérieur à 50% pour un maximum de 66% des quantités d'un Etat.

## Lait équitable

Le développement du lait équitable continue dans la majeure partie des pays européens. Afin d'en faire sa promotion, EMB a monté un stand très remarqué à la foire «Grüne Woche» de Berlin. Après le lait PAST et UHT et une boisson chocolatée, la coopérative belge FaireBel va lancer prochainement des crèmes glacées équitables. L'organisation des Pays-Bas a débuté la commercialisation d'une boisson chocolatée en novembre 2011 et prévoit l'introduction de beurre équitable. Au Luxembourg, le développement des ventes de lait équitable est important. La demande est importante. Tous les supermarchés demandent à le vendre. En Autriche, par contre, le développement du projet est moins bon car il y a eu un gros problème avec le gérant en charge du développement de la marque. Il n'a pas réussi à introduire sur le marché de nouveaux produits. Les ventes de lait équitable stagnent. Il est toujours plus difficile de trouver des laiteries prêtes à transformer. En Allemagne, le lait équitable est présent dans 16 Länder. Les producteurs du BDM ont subi un important procès concernant la protection du terme «lait équitable». Les producteurs ont finalement eu gain de cause et ils ont donc pu faire reconnaître la marque. Ce procès et quelques autres difficultés logistiques ont freiné la diffusion du lait dans tout le pays, mais le développement continue tout de même.

Nicolas Bezençon

En 2011, les producteurs d'EMB ont multiplié et entretenu des contacts avec plusieurs dizaines d'eurodéputés, des parlementaires nationaux, les groupes d'influence de toutes tendances politiques. Cela porte ses fruits, puisque Dacian Ciolos, le Commissaire européen à l'Agriculture, se montre de plus en plus à l'écoute des propositions faites par les producteurs.

## Droit de regroupement international

Parmi les victoires acquises par EMB cette année, il y a la reconnaissance du droit des producteurs de se regrouper en organisation de producteurs sur un plan international. Des producteurs français et belges pourront former une seule et même organisation. Ce point est particulièrement important car il y a passablement de cas en Europe ou des producteurs de plusieurs pays livrent leur lait à une même laiterie. Sur ce point, EMB continue son lobby européen pour que les limites de regroupement des producteurs et les limites de quantités augmentent. Actuellement, un regroupement par organisation de producteur est de 3.5% de la production laitière européenne, ce qui signifie une limite à 4.7 milliards de kg de lait. Or,

## Agence de surveillance européenne pas encore acquise...

La proposition d'EMB de mettre en place une agence de surveillance des marchés au niveau européen n'est pas encore acquise. Néanmoins, plusieurs parlementaires se rendent compte de son importance stratégique pour les producteurs comme pour les consommateurs. Elle permettrait une transparence des prix et des marchés laitiers par pays membre de l'Union. Pour sa mise en place, EMB va poursuivre les discussions avec Dacian Ciolos et la Commission européenne.

## Création et mise en place du Milkboard United

Lors de cette AG, les membres ont soulevé le caractère pressant de la mise en place du Milkboard United. Cette plateforme européenne doit permettre la coordination entre les différents milkboard nationaux qui sont en train de se mettre en place dans chaque pays. Pour rappel, ces milkboards sont des fédérations de producteurs uniquement, qui se positionnent entre les producteurs individuels et les différents acheteurs. Elles permettent d'éviter la contractualisation directe, de mettre en place des contrats-types nationaux et de manager les prix et les quantités.

## PÉTITION NATIONALE

Continuez à signer et à faire signer!

Au vu de la situation de l'IP-Lait qui recommande l'abandon de la taxe sur les quantités supplémentaires, il est urgent que la pression des familles paysannes augmente. Comme l'a toujours dit Uniterre, le principe du pollueur payeur ne pourra jamais fonctionner puisqu'il divise les producteurs. Il faut donc passer à un autre système, celui d'une gestion des quantités en mains des producteurs. Pour y arriver, signer la pétition est important puisqu'elle demande la reconnaissance politique de ce principe par l'intermédiaire de la force obligatoire.

Depuis qu'elle a été diffusée par le journal, sans véritables moyens financiers, la pétition rencontre un bon succès. Plus les producteurs en parlent, plus sa popularité se développe. Toujours plus de sociétés de laiterie et d'autres organisations agricoles la soutiennent. Dernièrement, la Fédération romande de l'agriculture contractuelle de proximité a décidé, lors de son Assemblée générale du 20 mars de la soutenir officiellement. Les structures d'ACP devraient donc participer à la récolte de signature.

Dans ces prochains jours, une campagne via les réseaux internet va démarrer afin de toucher plus de monde, hors des milieux agricoles. Les partis politiques et différentes organisations nationales ou locales vont être contactés.

Les chambres d'agriculture ont reçu l'information. Aucune d'elle ne s'est pour l'instant positionnée.

Dans tous les cas, il est important que le groupe de soutien se développe. Chaque société, groupement, association agricole ou non peut officiellement la soutenir. Son nom sera rajouté sur la feuille de signature et sur le site internet d'Uniterre, où la feuille peut être téléchargée en permanence.

Diffusez-la et parlez-en!

Les organisations qui la soutiennent à fin mars:

BIG-M, Konsumenten-Vereinigung Nordwestschweiz, Société de laiterie de Vugelles-la-Mothe, Jardins d'Ouchy, Jardins du Flon, Sociétés de laiterie de Gland, L'amicale des paysans de Châtillon, Société de laiterie de Flendruz, Les Cueillettes de Landecy, Milchproduzentengennossenschaft (MPG) Egg-Hintereg, Syndicat d'élevage de Troistorrents, la Fédération romande d'agriculture contractuelle, Les jardins de Cogne...

VIE DU SYNDICAT

# «L'agriculture BIO actuelle n'est pas écologique! Il faut aller plus loin.»

Philippe Reichenbach est producteur de lait à La Chaux-de-Fonds et président de la section neuchâteloise d'Uniterre. Récemment reconverti en Bio, il revient sur les raisons qui l'ont poussé à ce choix et sur son point de vue sur le Bio en Suisse. Entretien.



A gauche: la ferme Reichenbach datant de 1652. Au centre: la botte géante, symbole des luttes paysannes, qui est régulièrement de sortie lors d'assemblées paysannes dans la région. A droite: le petit chalet de vente directe pour lequel Philippe et Samantha Reichenbach ont dû se battre.

C'est lors d'un des derniers jours enneigés de l'hiver, revenant d'un dépannage imprévu chez un collègue en convalescence, que Philippe Reichenbach prend pourtant le temps de nous recevoir chaleureusement chez lui en compagnie de sa femme Samantha. C'est que Philippe a de quoi remplir ses journées: outre leur exploitation avec 20 vaches laitières, il s'occupe d'un commerce de bois de chauffage, fait de la vente directe et accompagne des jeunes en difficulté, quand il n'est pas en train d'organiser des événements de lutte traditionnelle, une passion qu'il a transmise à son fils.

## Philippe, peux-tu nous décrire ton «outil» de travail?

Appartenant à une grande famille, j'ai l'honneur de représenter la 5ème génération à exploiter la ferme familiale datant de 1652, sise à l'entrée de La Chaux-de-Fonds à 1100m d'altitude. C'est un domaine de 15 hectares, dont 11 ha en propriété, 7 ha de forêt, plus 15 hectares d'estivage à la Vue des Alpes. Jusqu'en 2009, je coulais à la société de laiterie de la Chaux-de-Fonds, qui livre annuellement 18 millions de litres de lait à Elsa via une organisation de producteurs-utilisateurs (OPU).

## 2009 a justement été une année charnière pour votre exploitation, comment l'avez-vous vécue?

Avec la crise laitière de 2009 et les prix dérisoires que l'on touchait, j'ai arrêté de livrer en mai 2009. Nous avons sérieusement pensé arrêter la production laitière et j'avais même commencé à chercher un travail à l'ex-

térieur. Nous nous sommes toutefois donné une période de recul pendant laquelle nous avons évalué plusieurs scénarios, notamment des vaches allaitantes ou l'investissement dans la fabrication de glace de la ferme. Comme nous avons gardé le bétail, c'était une période difficile, sans paie du lait, et nous sortions découragés des réunions avec les banquiers... Finalement, nous nous sommes décidés début 2010 de passer en BIO et de livrer notre lait à la fromagerie de Chézard-St.-Martin. L'accueil et la solidarité des 10 producteurs d'alors de la fromagerie ont été décisifs. Dès ce jour, nous nous sommes lancés à fonds dans les démarches de conversion au Bio. Cela n'a pas impliqué de changements massifs dans notre exploitation, on peut dire que je faisais quasiment du Bio sans le label. Le plus grand changement a concerné le petit élevage d'une quinzaine de lapins de mon fils, dont le clapier était pourtant flambant neuf!

## Que t'a apporté Uniterre dans cette période?

Je fais partie du comité directeur depuis 2007, après m'être investi lors de la première grosse grève du lait. L'analyse claire des solutions dans le lait d'industrie menée par Uniterre m'a conforté dans mes choix de refuser de m'endetter pour aller dans un système dans lequel on ne peut plus lever le pied. J'avais déjà refusé de construire un nouveau bâtiment et le fait d'avoir peu de dettes nous a permis d'arrêter de livrer. Nous avons alors continué sur la voie de l'autofinancement pour passer en Bio.

## Pourtant tu es critique vis-à-vis du Bio?

Si je suis évidemment très engagé pour une agriculture «naturelle», je suis critique par rapport aux aspects écologiques du label Bio! Alors que Monsieur Tout le Monde pense que le Bio est forcément le must en agriculture, on oublie qu'il persiste de nombreux transports et apports énergétiques externes. En effet, le cahier des charges du Bio n'exige pas des cycles fermés au sein de l'exploitation, contrairement aux pratiques d'agroécologie (ndlr: voir article en page7). Et beaucoup de matières premières Bio pour les produits transformés proviennent de très loin, comme le sucre de canne pour les yaourts Bio Suisse, une aberration d'autant plus que les contrôles de qualité effectués à l'étranger ne sont pas suffisants. Pour cette raison, je vends mes yaourts sans le label Bio car je préfère utiliser du sucre suisse.

Je suis également critique vis-à-vis des aspects sociaux du label Bio: la charte sociale Bio ne va pas assez loin, car elle n'inclut des rémunérations justes que pour des employés hors cadre familial. Et la main d'oeuvre familiale alors, est ce normal qu'elle soit inéquitablement rémunérée, pire même pas reconnue puisque non comptabilisée?

Une dernière retenue que j'ai envers le label Bio est l'implication financière non transparente de Migros. Ce n'est pas aux industries agroalimentaires de dicter la production Bio. Si on ne fait pas attention, nous aurons bientôt sur les étagères des produits issus de monocultures Bio, déconnectées du sol, comme dans l'agriculture convention-

nelle: de l'agro-industrie Bio.

Ces problématiques méritent d'être mises sur le devant de la scène dans le débat public afin de faire évoluer les labels Bio, et pas seulement en Suisse, vers des labels synonymes d'agriculture durable.

## Ton fort engagement dans la défense professionnelle t'a valu quelques déboires...

On a en effet meilleur temps de montrer patte blanche lorsqu'on est actif à Uniterre. Comme plusieurs de mes collègues engagés, j'ai subi un nombre de contrôles spontanés nettement plus élevé que pour la moyenne des collègues. Ce qui est rageant, c'est la volonté de chercher la petite bête dans des exploitations qui cherchent continuellement des innovations pour contribuer à la souveraineté alimentaire (pour ma part, j'ai dû aller jusqu'au tribunal pour un petit chalet de vente directe de 2m sur 3m!), alors que des exploitations qui ressemblent plus à des industries reçoivent des faveurs des services du canton. Ces exploitations dantesques de plus de 300UGB comme l'exploitation Menoud du Val de Travers, coulent annuellement des millions de litres de lait basés sur l'importation de fourrage et sur une main d'oeuvre frontalière bon marché. Elles créent de telles nuisances environnementales, sociales et économique que des riverains commencent à monter aux barricades, excédés par les passages de camions de fourrage et de lisiers en surplus quand ces derniers ne percolent tout simplement pas dans la nappe. Nous avons les preuves que l'étude d'impact sur



## VIE DU SYNDICAT (SUITE)



A gauche: Philippe Reichenbach cherche avant tout à avoir des vaches laitières robustes. Au centre: le laboratoire équipé pour la transformation des produits laitiers. A droite: la ferme certifiée Bio depuis le début de cette année, après deux ans de reconversion.

l'environnement, qui est exigée pour plus de 125 UGB, a été réalisée pour 180 UGB alors que la construction a été réalisée pour 300 UGB. Après avoir constaté la divergence entre plan et réalisation, le service de l'aménagement du territoire de Neuchâtel a demandé une simple mise en conformité des plans sans refaire de nouvelle étude d'impact, étude qui n'aurait jamais passé si elle avait été faite initialement. En outre, la dérogation possible à l'interdiction de construire en zone agricole est soumise à condition d'un auto-approvisionnement en fourrages de 70%, condition qui n'a pas été respectée. Ces industries agricoles hors sol sont un non-sens et n'apportent absolument pas la solution aux problèmes actuels de l'agriculture. La loi sur l'aménagement du territoire (LAT) qui aurait normalement dû être un garde-fou, n'a malheureusement pas joué son rôle.

### Des jeunes t'accompagnent régulièrement sur l'exploitation, d'où viennent-ils?

Nous sommes une famille d'accueil reconnue par le programme Caritas-Montagnards et accueillons des jeunes en rupture pour des périodes variables allant jusqu'à une année. Actuellement, Michaël est chez nous depuis cinq mois. Nous l'intégrons à notre communauté familiale et communauté de travail. C'est un sacré investissement, avec des moments parfois difficiles, mais à la fin des stages, lorsqu'on sent la reconnaissance et le chemin effectué par ces jeunes, l'émotion est là. L'environnement naturel, le contact avec les animaux, et la solidarité dans les tâches de la ferme font que ces stages dans l'agriculture de montagne et moyenne montagne donnent les meilleurs résultats pour recréer du lien social chez des jeunes en difficultés. Et ce sont aussi les mesures les moins chères! Voilà encore un rôle précieux de notre agriculture multifonctionnelle. Actuellement, nous sommes une dizaine de familles paysannes romandes qui nous investissons dans cet accompagnement de jeunes, encadrés par Caritas.

### Quels sont les projets de la section neuchâteloise d'Uniterre?

Avant tout, nous cherchons à élargir et redynamiser notre comité cantonal avec des jeunes! Les propositions d'Uniterre émanent de la base, c'est notre force. Nous construisons sur le dialogue entre les paysans et y mettons notre priorité actuellement. Nous avons d'ailleurs lancé des soirées mensuelles pour débattre de propositions locales face à la disparition des fermes et face à l'agrandissement hors-normes d'autres (voir encadré). La section dénonce la construction de ces fermes gigantesques dans le canton et ce modèle d'agro-industrie qui va à l'encontre de l'agriculture paysanne. Nous organisons un événement autour de la journée internationale des luttes paysannes le 17 avril (voir encadré).



D'autre part, je suis le fer de lance du lancement d'une initiative d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) dans la région avec des produits laitiers (lait, crème, beurre, yaourts). Parti d'un projet personnel, l'optique est de le développer au niveau de la section. Cette ACP-Lait permettrait de développer les circuits courts alternatifs à la grande distribution dans le canton et de diminuer les clivages entre bas et haut du canton. Il y a en effet peu de vente directe dans le canton et les initiatives ACP sont regroupées dans le bas du canton. Nous sommes en discussion avec le Lopin Bleu afin bénéficier de leur expérience et montons le projet en synergie avec la section NordWestSchweiz d'Uniterre qui a un projet similaire. Nous nous y planchons depuis quelques temps déjà et sommes convaincus que contractualiser du lait équitable de proximité, c'est possible.

### Quels sont tes engagements futurs pour Uniterre?

En tant que producteur de lait Bio de fromagerie, je continuerai bien sûr à me battre pour le lait d'industrie! Un dossier qui me passionne est celui des 15ct touchés par les industries qui font du fromage maigre avec du lait d'industrie et empochent ainsi 50 millions sur le total des 300 millions de francs de soutien à la transformation fromagère. Le problème n'est pas l'enveloppe totale, sujet du vote parlementaire récent, mais sa distribution trop large. Si les fromageries artisanales sont très bien contrôlées quant aux reversement aux producteurs et à la garantie que tout le lait est bien fromagé, il n'en est pas de même dans les industries et cela n'est pas normal!

Un autre dossier qui me tient à cœur est évidemment celui des prix équitables, et comment le bio, par sa charte sociale, pourrait être un levier plus important pour obtenir des salaires justes.

### Pour terminer, tu as des projets personnels?

Avec ma femme, nous venons de terminer l'installation de notre laboratoire pour la transformation artisanale de produits laitiers. Nous allons développer la vente directe, notamment via des abonnements en produits laitiers (ACP-Lait).

Dans l'optique d'adapter continuellement notre ferme sur les principes de la souveraineté alimentaire, je cherche à installer un séchoir pour mon fourrage grossier, et vais cultiver un peu d'épeautre.

*Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet*

## LA SECTION NEUCHÂTEL

La section neuchâteloise d'Uniterre invite tous les paysans et sympathisants intéressés à ses débats mensuels. Rendez-vous tous les derniers jeudis du mois à 20h30 au restaurant de la croisée à Malvilliers. Les prochains thèmes abordés: quelles solutions locales pour le canton de Neuchâtel face à la disparition et à l'agrandissement hors norme des fermes?

«le 17 avril et les bottes dans le purin». Plus d'infos: voir site internet [www.uniterre.ch/Agenda](http://www.uniterre.ch/Agenda)

Le 18 avril: soirée débat avec Maria Carmen Bueno (journalière agricole, membre du SOC, à l'origine de l'expérience de Marinaleda en Andalousie). MARINALEDA: Le rêve de la Terre. Une utopie devenue réalité?

Lieu: Maison des syndicats à Neuchâtel, av de la Gare 3 (Salle Unia). 18h: apéro, 19h: film, 20h: Conférence. Organisation: Uniterre NE, SolidaritéS, Maloca, Groupe migrants UNIA

Vous êtes intéressé à rejoindre le comité de section: contactez Philippe Reichenbach: 032 968 49 69 ou 079 640 89 63

**Metrabol**

Bolus après-vêlage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**

TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**

Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz

[www.altagenetics.ch](http://www.altagenetics.ch) 026 913 79 84



POLITIQUE AGRICOLE

# Comment PA 2014-17 fusille la souveraineté alimentaire (2)

Lors de notre précédente édition, nous avons déjà soulevé le voile sur les incohérences d'une politique qui se targue de l'étiquette «souveraineté alimentaire». Le Conseil fédéral cherche à vendre sa politique, mais sur bien des points, il s'agirait de donner un coup sec de volant pour véritablement répondre au concept de souveraineté alimentaire.



Des manifestants à Berne protestant contre une souveraineté alimentaire au rabais proposée par le Conseil fédéral

La souveraineté alimentaire a comme condition sine qua non «Des prix agricoles liés aux coûts de production. C'est possible pour autant que les Etats ou les Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter les excédents structurels<sup>1</sup>». Or, le message du Conseil fédéral adressé au Parlement pour réformer notre politique agricole est quasi muet sur ces aspects, voire refuse de prendre des mesures pourtant proposées lors de la consultation.

## Pas de cadre au marché

Nombre d'organisations, dont Uniterre et l'Union Suisse des Paysans, ont fait des demandes concrètes permettant de fixer quelques règles du jeu plus équitables. Toutes ont été refusées: par exemple, il a été proposé que le Conseil fédéral s'appuie sur l'article 5 «revenu» de la loi sur l'agriculture qui lui permet d'agir lorsque celui-ci est bien en deça de la moyenne nationale. Or, jusqu'alors, l'administration use du subterfuge suivant: il compare le revenu du 4ème quartile du secteur agricole (c'est à dire les 25% d'exploitations les plus performantes économiquement) avec le revenu moyen de la population active dans d'autres secteurs de l'écono-

mie (moyenne des revenus comprenant ceux des nettoyeurs, des banquiers, des ouvriers, des enseignants). C'est inacceptable car la situation économique de 75% des exploitations agricoles est ignorée et cela évite toute intervention.

Un article sur «l'interdiction du dumping sur les prix» a également été proposé par les organisations paysannes. Il interdirait ainsi la vente de produits à un prix qui se trouve en deça de leur prix d'acquisition. En clair, un grand distributeur ne pourrait brader un produit sur son étalage en dessous du prix acheté au paysan. Ce type de mesure existe chez nos voisins, notamment en France, mais ne trouve pas grâce aux yeux du Conseil fédéral.

Les organisations paysannes ont également demandé une modification de l'article 27 concernant «l'observation du marché» afin que le Conseil fédéral soit en mesure de soumettre à l'observation TOUS les échelons de la filière de la production à la consommation. Là encore, notre gouvernement suggère de se limiter à la formule «à différents échelons de la filière». Sachant que l'opacité de la formation des prix et des marges, notamment à l'échelon de la transformation et de la distribution, est régulièrement constatée, le manque de courage du Conseil fédéral est patent. Le lobby des grands distributeurs fait ici

son travail de sape et méprise le droit des consommateurs et des paysans à être informés sur la formation des prix.

Les règles du marché doivent également tenir compte du social c'est pourquoi Uniterre propose que les articles touchant à «la promotion des ventes» et à «l'amélioration de la qualité et de la durabilité» en Suisse conditionnent tout soutien de la Confédération au respect des contrats-types et conventions collectives le long de la filière et garantisse une juste répartition de la valeur ajoutée. Afin de compléter l'instrumentaire, l'article concernant «les modes de production, caractéristiques spécifiques des produits» se référerait également aux exigences sociales et non seulement écologiques.

Uniterre a également proposé un nouvel alinéa à l'article intitulé «allègement du marché» afin de permettre à une organisation de producteurs de prendre des mesures destinées à l'allègement temporaire du marché. Uniterre estime qu'une des mesures à prendre est celle de renoncer temporairement à produire certaines quantités, comme dans le secteur laitier par exemple, et que la branche rétribue les producteurs qui renoncent à couler une partie de leurs quantités. L'objectif étant ici d'agir en amont du problème des surplus, en fermant le robinet. Toute mesure d'allègement qui s'appuierait sur des subventions à l'exportation serait par contre exclue. Enfin, l'article concernant la répression des fraudes est encore loin d'être appliqué comme il le faudrait.

La seule bonne nouvelle est que le Conseil fédéral accepte l'idée d'introduire un contrat type dans le secteur laitier permettant de fixer la durée, le prix, les quantités et le mode de paiement du lait. Il faudra néanmoins être très attentif au contenu de l'ordonnance y liée. Un contrat type se limitant par exemple à une durée de trois mois serait totalement inutile.

## Droit de se protéger

En ce qui concerne le droit à la protection à la frontière en cas de dumping comme l'affirme la souveraineté alimentaire, le Conseil fédéral refuse d'aller dans ce sens afin de sauvegarder toutes les options de libre-échange. Pourtant, il aurait moyen d'agir habilement à ce sujet. Il existe bel et bien un article sur les droits de douane à l'importation où il serait possible d'apporter des amendements. Par exemple, en plus de la prise en compte

de la situation de l'approvisionnement pour fixer les droits de douane, nous pourrions également tenir compte des coûts de production en Suisse. Un nouvel alinéa pourrait également se référer aux conditions de production dans le pays exportateur. Ainsi, nous pourrions nous appuyer sur ce nouvel alinéa pour s'opposer à tout dumping social ou environnemental (par exemple pour les fraises méditerranéennes...). De la même manière, l'article sur les «produits issus de modes de production interdits» pourraient être amendé avec un alinéa qui exigerait le respect des conventions collectives de travail sur le lieu de production.

## Accès aux ressources

La souveraineté alimentaire revendique un accès aux ressources pour les paysans notamment pour les semences et le savoir. C'est pourquoi nous avons proposé des modifications allant dans ce sens. Ainsi Uniterre formule un nouvel alinéa pour garantir l'existence d'une recherche agronomique publique, indépendante et participative. Ceci dans l'objectif de ne pas devoir dépendre des financements de multinationales tels ceux de Syngenta qui finance à hauteur de 10 millions la nouvelle chaire de l'EPFZ sur les «agro écosystèmes durables». Ce financement lui donne un siège dans le Conseil chargé de désigner les Professeurs.

La garantie d'une recherche participative encouragerait la recherche publique à sortir des sentiers battus. Quelques mots clés: lutte avec des produits naturels contre le varroa ou le feu bactérien, variétés céréalières pauvres en gluten, maïs population, agroécologie, droits des paysannes, affouragement indigène, socio-économie etc.

En ce qui concerne les semences, Uniterre demande expressément que dans l'article sur «la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques», un soutien à la mise en place de réseaux de semences paysannes soit introduit. Par ailleurs, les semences paysannes seraient enregistrées dans un catalogue spécifique afin que des critères différents d'enregistrement soient appliqués. Enfin Uniterre demande qu'un effort soit fait au sujet des ressources génétiques animales afin d'encourager le maintien d'espèces suisses.

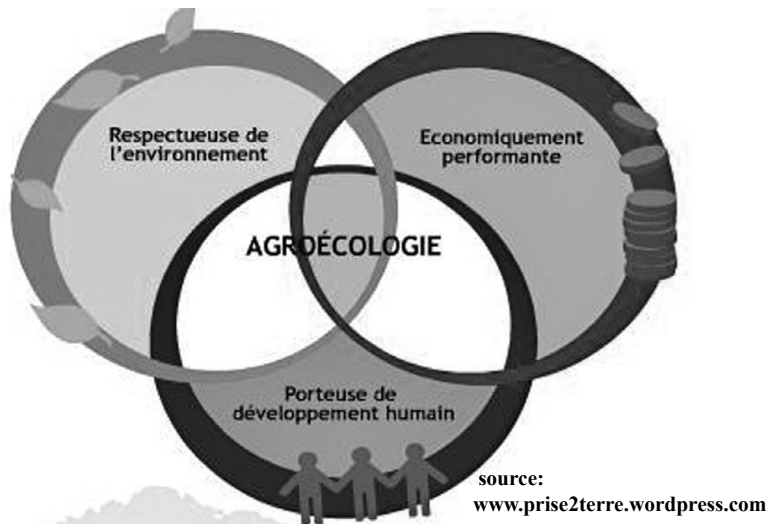
Valentina Hemmeler Maiga

<sup>1</sup> définition de La Via Campesina, 1996

AGRO-ÉCOLOGIE

# L'agroécologie, un concept qui prend en compte les dimensions multiples de l'agriculture

Lors de son passage en Suisse en février dernier, Silvia Pérez-Vitoria, socio-économiste française, nous a également parlé de l'agroécologie, une approche sur laquelle elle a publié plusieurs articles. Elle a aussi coordonné un ouvrage en 2008 intitulé «Petit précis d'agroécologie», à l'occasion de l'organisation d'un colloque international sur l'agroécologie qui s'est tenu à Albi –(France) Entretien.



**S**ilvia, en Suisse, nous avons déjà beaucoup de définitions comme la multifonctionnalité, la production intégrée, le bio qui prennent en compte l'environnement. Qu'est-ce que l'agroécologie apporte de plus ?

Le terme d'agroécologie a été évoqué pour la première fois en 1930 par l'agronome russe Basil Bentsin. Mais c'est surtout dans les années 70 que le concept a pris son envol, notamment en Amérique latine. Il s'agissait de réagir au développement ravageur de l'agriculture industrielle. Ce qui est intéressant, c'est que ce concept n'est pas la réserve gardée des agronomes; il a bénéficié d'apports précieux d'écologistes, de géographes, de socio-économistes, d'historiens ou d'ethnobotanistes afin d'atteindre cette vision multidimensionnelle. Une définition simple serait que l'agroécologie est une approche globale de l'agriculture qui intègre les dimensions sociales, économiques et politiques. Son unité de référence est l'agro-écosystème. L'être humain y a ainsi une place importante puisque à travers ses pratiques, il a façonné les écosystèmes. Il y a une co-évolution entre les êtres humains et leur environnement. Quelque fois, son impact sur l'environnement est négatif, d'autres fois son intervention a été écologiquement correcte. C'est sur ces dernières expériences que l'agroécologie se développe.

**Agir au plus près de l'environnement ?**

En quelque sorte, il faut atteindre une efficacité écologique que l'on pourrait définir par «la capacité d'un système à obtenir un rendement maximum moyennant un coût en énergie et en matière

minimum et à perdurer sans bouleverser la stabilité des écosystèmes». C'est la définition agronomique, étroite, de l'agroécologie.

**Sur quelles connaissances scientifiques se base l'agroécologie ?**

Ce qui est intéressant, c'est qu'elle s'affranchit d'un savoir agronomique à vocation universelle qui serait applicable partout, quelque soit la situation économique, sociale, politique, culturelle ou environnementale en présence. Elle s'appuie fortement sur les savoirs paysans qui se sont adaptés au fil des ans aux réalités vécues. Il est frappant de constater que la biodiversité et la diversité culturelle sont corrélées. Par exemple, c'est dans les pays qui conservent une multitude de langues locales que la diversité semencière est la plus grande. Les savoirs sont donc diversifiés, en fonction des besoins. L'agroécologie se base sur le postulat que les connaissances les plus pertinentes pour valoriser les agro-écosystèmes s'obtiennent en étudiant la manière dont l'agriculture traditionnelle a travaillé les écosystèmes. Ce positionnement est révolutionnaire car il reconnaît les savoirs et savoirs-faire paysans qui n'ont cessé d'être dévalorisés au cours de l'histoire.

**Nous avons parlé de l'environnement. Le bien-être social est aussi pris en compte ?**

Oui et c'est un des aspects novateurs de cette notion. La durabilité d'un agro-écosystème doit également s'appuyer sur la vie sociale, culturelle et politique des personnes qui y travaillent. Le fait de passer de l'agriculture conventionnelle au bio ne suffit pas pour parler

d'agroécologie. En étudiant le système, il faut interroger l'histoire agronomique, la mémoire des savoirs, la propriété foncière, les sols, la biodiversité, les modes d'échanges économiques, la formation des prix, les politiques agricoles, les pouvoirs en place, les mouvements sociaux. C'est complexe car il s'agit, de manière participative, d'associer sciences dures, sciences sociales et savoirs traditionnels. Une vraie révolution pour les scientifiques. Il n'y a pas de catalogue de techniques agronomiques à appliquer. Il n'existe pas de recette miracle universelle. Mais il est possible de s'appuyer sur quelques principes.

**Et en quoi consiste cette grille d'analyse ?**

- Se baser sur l'intégralité de la démarche. Si le point de départ est l'agriculture, l'élevage ou la sylviculture, tous les domaines d'une zone rurale qui peuvent assurer le bien-être doivent être pris en compte et valorisés.
- Atteindre l'équilibre avec la nature et dans les relations sociales.
- Tendre vers une autonomie des habitants dans la gestion et le contrôle de leur territoire.
- Minimiser les externalités négatives de la production en développant des réseaux locaux d'intrants comme de commercialisation des productions.
- Valoriser les circuits courts.
- Utiliser les savoirs locaux notamment dans la gestion des ressources naturelles.
- Encourager la pluriactivité et la complémentarité dans les sources de revenus quitte à récupérer des activités abandonnées (par exemple paysans-boulangers).
- Soutenir la recherche-action participative prenant en considération les savoirs et savoirs-faire paysans en les intégrant pleinement au processus.
- Développer des politiques agricoles se basant sur la souveraineté alimentaire.

**Est-ce que le mouvement pour l'agriculture contractuelle de proximité participe ainsi à cette démarche ?**

C'est sûr. Puisque cela favorise les circuits courts et rapproche paysans et consommateurs. L'intérêt des consommateurs urbains est toujours plus fort pour ce type de démarche qui questionne ce que sont devenus nos territoires. Ainsi, en France, la région de la Beauce a largement été abandonnée à la monoculture et à l'agrobusiness. Il reste

peu de place pour les relations sociales entre paysans et consommateurs. Que faut-il faire? Est-ce normal de laisser ces terres à des destructeurs en puissance? Ne faut-il pas enclencher une réforme agraire qui, soit dit en passant, n'est pas réservée aux pays du sud. C'est une vraie question de société. Après avoir été surtout sensibles aux questions écologiques et de santé, les citoyens se rendent compte aussi que la disparition de la paysannerie est une menace pour la population. D'autant plus que le système agroindustriel est fragile. Il dépend à outrance des marchés globalisés, des intrants et des subventions. Il suffit qu'un de ces trois paramètres manque à l'appel pour que le système s'effondre.

L'agroécologie ouvre de nouveaux horizons comme savoir utiliser intelligemment le gratuit, ce que nous offre la nature, notamment pour s'affranchir des intrants industriels. En cherchant à être plus autonome, il est possible de récupérer de la valeur ajoutée. De créer de l'emploi. Autant de questions importantes pour l'avenir de nos sociétés.

**Un retour en arrière ?**

Je ne le pense pas. Il s'agit de voir les choses différemment et de reconstruire sur de nouvelles bases, mais en gardant le lien avec l'histoire de l'agriculture traditionnelle. Cette notion nous permet de nous interroger sur les fondamentaux de nos sociétés dont l'agriculture fait partie. Cette remise en question est vitale!

**Où se vit l'agroécologie ?**

Sur le plan pratique, des expériences sont menées un peu partout dans le monde. L'Amérique latine est précurseur en la matière. Au niveau de la recherche, il y a des pôles forts aux Etats Unis (Californie et Vermont) et en Espagne à l'Université de Cordoue à l'Institut de sociologie et d'études paysannes.

L'agroécologie est selon moi le seul système qui permette tout à la fois de préserver et d'enrichir la biodiversité, de fournir du travail, d'assurer une nourriture de qualité et de diminuer les problèmes de santé. Une des conditions de base pour mettre en place une approche agroécologique est de redonner à la paysannerie toute sa place dans nos sociétés. C'est pourquoi j'estime que les pays du sud, qui ont encore une forte paysannerie, auront plus de facilité à mettre en œuvre une telle démarche. Mais ici aussi elle a tout son sens.

*Propos recueillis par V. Hemmeler M.*



COLLECTE DU LAIT EN SUISSE ET AU CANADA

# So bringt man die Kleinen zum Aufhören: Struktur-Vandalismus

Wir Milch-Bauern und Bäuerinnen in der Schweiz bekommen seit Jahren den Druck der Milchkäufer und der verarbeitenden Industrie stark zu spüren. Die Druckmittel sind unterschiedlich, aber sie belasten immer einseitig die MilchbäuerInnen. Mehr Kontrollen, mehr Milchanalysen, keine Verträge, die diesen Namen verdienen und immer schlechtere Preise. Es gibt MilchbäuerInnen, die im Vertrag unterschreiben müssen, dass sie sich nicht an Kundgebungen beteiligen, es gibt solche, die jeweils Ende Monat die Kursschwankungen des Schweizer Frankens finanziell mittragen müssen und es gibt viele, die aufhören mit Melken.

Kurzübersicht: Hier auf dem Mont-Soleil hatten sich mehrere Milchbetriebe ursprünglich ein eigenes Milchsammelkonzept aufgebaut. Ein Bauer fuhr mit den Milchkannen zur Sammelstelle der Raclette-Käserei in St.Imier. 1998 fusionierte Toni lait mit Sämits zu Swiss Dairy Food. Im Zuge dieser Konzentrationen mussten die betroffenen Bauern und Bäuerinnen stationäre Milchtanks kaufen in denen mindestens 4 Gemelke 2 Tage lang gekühlt und gelagert werden können. Es musste Platz dafür geschaffen werden, es mussten neue Hygienebedingungen erfüllt sein und es entstanden erheblich mehr Strom und Wasserkosten. Die Milch wurde sodann von grossen Camions abgeholt. Bei uns reichte ein 300 Liter-Tank für vier Gemelke, da wir ein sehr kleiner Betrieb sind

Nachdem die Swissdairyfood 2001 auf Kosten der Produzenten in den Konkurs geführt wurde, mussten sich die MilchproduzentInnen völlig neu orientieren. Einige entschlossen sich selber in eine Käserei ins Tal zu fahren, andere fahren mit ihrer Milch bis nach la Chaux-de-Fonds als Elsa-Lieferanten und wieder andere schlossen sich der Miba an, welche die Milch nur sammelt und weiterverkauft.

Seit 4 Jahren beteiligen sich die Bäuerinnen und Bauern an den Transportkosten der Miba. Bisher bedeutete dies 10 sfr./pro Halt (1800 Fr.jährlich). Im November 2011 wurde uns nun mitgeteilt, dass die Transportkosten ab Januar 2012 sfrs. 26.- betragen und dass ab 2013 nur noch dort die Milch abgeholt wird, wo die durchschnittliche Menge von 2 Tagen mindestens (im Jahresschnitt) 400 Liter beträgt. Das heisst, das Lieferrecht muss über 71 000

Liter betragen. Von den 15 Betrieben, die an die Miba liefern, werden also einige aufhören.

Ulrike Minkner

Hier die sehr interessante Antwort bezüglich der Situation in der Region Québec, Kanada. Es geht auch solidarisch!

## Situation au Québec, Canada

Chez-nous, le bassin refroidisseur est obligatoire à la ferme pour tous les producteurs depuis le début des années 1970. Il doit avoir la capacité de contenir l'équivalent de 2½ jours de collecte de lait du troupeau d'un producteur. Le lait est ramassé tous les deux jours. Cependant, la quantité minimale en deçà de laquelle le transporteur n'est pas tenu de ramasser le lait d'un producteur est de 160 litres. En tenant compte de la production moyenne des vaches au Québec, qui est d'un peu moins de 9 000 litres en 305 jours de production, les 160 litres représentent la production d'environ 3 vaches pour 2 jours. Cette règle protège donc les très petits producteurs.

Le coût du transport est à la charge des producteurs. C'est la Fédération des producteurs de lait qui négocie au nom de tous les producteurs du Québec une convention de transport avec les représentants des entreprises de transports. Les coûts du ramassage sont mutualisés (partagés entre tous les producteurs du Québec) et tous les producteurs, qu'ils soit en plaine ou en montagne, près ou loin de l'usine, paient le même prix à l'hectolitre pour faire transporter leur lait. En 2011, le coût moyen s'est élevé à 2,65 \$ / hl (100 litres) soit 2,36 francs suisses pour cent litres.

Nous avions en 2011, 43 producteurs (sur les 6 300 de la province) livrant moins de 45 000 litres de lait par an. Le coût du ramassage pour ces très petits producteurs qui ont dans certains cas moins de 6 vaches, pour une année, s'est élevé à au plus 1 062 francs suisses (450 hl x par 2,36 CHF / hl) Il n'y a pas d'autres frais facturés au producteur que ce coût à l'hectolitre.

Jean Vigneault, Directeur communications et vie syndicale à la Fédération des producteurs de lait du Québec

## Résumé (Suisse):

«Il y a 9 ans, dans notre région de montagne, les producteurs ont été contraints de s'équiper pour stocker et refroidir le lait sur la ferme. Cela équivalait à acheter un tank à lait qui puisse contenir 4 traites. Chez nous il contient 300 litres. Depuis 4 ans, nous payons 10 frs pour les frais de transport à chaque fois que le camion s'arrête. Ce qui correspond à 1800 frs par an.

En novembre 2011, nous avons été informé que les prix de transport seront augmentés à 26 frs et que dès 2013, le camion ne s'arrêterait que si la quantité dépasse 400 litres. Ici à Mont Soleil nous sommes 15 paysans. 5 d'entre eux sont concernés par cette question de la quantité minimale et vont devoir se préparer pour 2013 à des alternatives. Sur notre ferme, nous allons probablement abandonner la production laitière. Ulrike Minkner

## Zusammenfassung (Kanada):

Die Minimale Milchmenge pro Produzent für den Abholdienst liegt bei 160 Litern (also 80 Liter / pro Tag) Diese Regel schützt die kleinen Produzenten. Die Transportkosten liegen zu Lasten der Produzenten. Es ist die Vereinigung der Milch-Produzenten die diese Verträge mit den Transportgesellschaften im Namen aller Produzenten von Québec aushandelt. Die Transportkosten sind unter allen Produzenten von Québec aufgeteilt. Alle bezahlen den gleichen Preis pro Hektoliter, egal ob sie im Flachland oder in den Bergen, weit oder nah von der Fabrik entfernt wohnen. Die Kostenbeteiligung am Transport lag im Jahr 2011 Fr. 2.36 für 100 Liter.

Im Jahr 2011 haben 43 Produzenten (von den 6300 der Provinz) weniger als 45 000 Liter im Jahr geliefert. Die Transportkosten für die sehr kleinen Produzenten, die in manchen Fällen weniger als 6 Kühe haben, betragen also pro Jahr um die 1062 Schweizer Franken Ausser diesen gibt es keine weiteren Kosten, die den Produzenten fakturiert werden. Jean Vigneault

## Agenda



Journée internationale des luttes paysannes...

### ...à Genève

Mardi 17 avril :

11h: promenade de la Treille  
dès 19h30: soirée «MARINALEDA: Le rêve de la Terre. Une utopie devenue réalité?»  
19h30: Documentaire; 20h15 soirée débat avec Maria Carmen Garcia Bueno (journalière agricole, membre du SOC, à l'origine de l'expérience de Marinaleda)

Lieu: maison des associations-Genève, salle Gandhi

«Pas de chômeurs, pas de promoteurs. Collectivisation des terres et des moyens de production. Et la démocratie, la vraie, la directe C'est tout ce dont nous parlons depuis fort longtemps. C'est ce dont parlent également les Indignés espagnols. Il y a un endroit où cela fonctionne depuis 1978. C'est le village de Marinaleda.»

### ...im Zürich-Winterthur

Dienstag 17. April im Winterthur 10:00 Oberer Garten

### ...im Nordwestschweiz

Dienstag 17. April im Laufen 20:00 im Stedtli Rest. Lämmlli

### ...à Neuchatel

Mercredi 18 avril: soirée débat avec Maria Carmen Bueno. MARINALEDA: Le rêve de la Terre. Une utopie devenue réalité?

Lieu: Maison des syndicats à Neuchâtel, av de la Gare 3 (Salle Unia). 18h: apéro, 19h: film, 20h: Conférence. Organisation: Uniterre NE, SolidaritéS, Maloca, Groupe migrants UNIA

### Genève

20, 21, 22 avril aux Cinémas du Grütli. Rencontres FOOD FOCUS: Les enjeux de notre alimentation décorifiés à travers films - documentaires - conférences et dégustations

### Fribourg

Mardi 1er mai à Romont, 20h: Soirée-débat autour du Film Food Inc, avec I. Moncada, RTS.